

La Lettre d'EMA

Echanges Massy-Afrique

Echanges Massy-Afrique.
 Espace associatif - Centre omnisports Pierre de Coubertin
 Avenue du Noyer Lambert 91300 Massy
 Tél. : 01 60 11 56 65 ou 09 53 71 71 53
 Site : massyafrique.org

Vous y trouverez cette lettre en couleurs.

EDITO

EMA entre dans une phase critique pour preuve le non-renouvellement des membres de son Conseil d'administration, ce que l'Assemblée générale du 18 mars dernier a pu constater. Déjà EMA n'a pas pu assurer de mission en janvier ou février 2015, celle qui sert à faire le bilan de l'année précédente et à préparer l'année à venir. Certes, les échanges se sont poursuivis avec Ed.PA, l'équipe de Dano et Ekoma à Koper grâce aux nombreuses communications téléphoniques et à l'Internet. Il n'empêche que le CA assume ses responsabilités dans le respect des objectifs de l'association en contribuant au développement des villages de Koper et en faisant découvrir ou mieux connaître l'Afrique aux Massicois et à leurs voisins. C'est pourquoi, depuis plusieurs années EMA s'est engagé auprès des scolaires, de la maternelle au collège et va participer le 21 juin à une manifestation sportive en collaboration avec l'ESM basket.

Le dynamisme et la bonne image d'EMA reposent sur une poignée de personnes qui ont besoin de relève.

Le renouvellement est nécessaire pour partager les tâches et surtout pour qu'apparaissent d'autres points de vue, des initiatives stimulantes, de nouvelles propositions, des idées innovantes, des contacts diversifiés... aussi bien pour les actions ici que là-bas.



Amis, donateurs, membres des collectifs de solidarité, nous avons besoin de vos encouragements et de votre soutien et surtout de votre investissement. Venez partager avec nous activités, projets, discussions et amitié. D'avance, merci.

DEUX REGARDS sur l'ACTUALITÉ BURKINABÉ

Boureima Ouédraogo, directeur de publication du journal burkinabé *Le Reporter*, répond le 23 avril 2015 aux questions de Julien Remy, sociologue résident à Ouagadougou.

JR Quelles ont été les principales étapes de la phase de transition qui a débuté avec le départ de Blaise Compaoré ?

BO Les 30 et 31 octobre 2014, le peuple burkinabé a décidé d'écrire une nouvelle page de son histoire avec l'insurrection populaire qui a précipité la chute du régime de Blaise Compaoré. Au-delà du refus de la révision de l'article 37 de la Constitution et du changement d'homme à la tête de l'Etat, cette révolte populaire traduisait surtout le rejet du système de gouvernance bâti sur la corruption, le népotisme, les coteries et l'impunité. Le long règne de Blaise Compaoré reposait, entre autres, sur la corruption, le pillage organisé des ressources publiques et le bradage des ressources minières.

Le peuple – notamment sa frange jeune, dont la majorité est confrontée à l'incertitude du lendemain – voulait donc en finir avec ce système de gouvernance qui exclut les masses populaires des fruits de la croissance tout en entretenant une minorité bureaucratique, corrompue et repue qui avait fini par transformer l'Etat en un patrimoine familial ou de clan.

Les différentes étapes de la mise en œuvre de la transition peuvent être déclinées chronologiquement comme suit :

La désignation du Président de la transition par un collège composé de représentants des forces armées, des organisations de la société civile, des autorités morales (coutumières et religieuses) et des partis politiques. Trois candidats étaient en lice : Michel Kafando (diplomate à la retraite, 72 ans), Joséphine Ouédraogo (ancienne ministre sous la révolution, activiste de la société civile, actuelle ministre de la justice) et Chérif Sy (journaliste, actuel président du Conseil National de Transition CNT). Finalement c'est l'expérience et la sagesse du premier qui a convaincu le collège de sa désignation. Depuis le 17 novembre 2014, c'est lui qui est le président du Faso ;

La formation du Gouvernement le 24 novembre : après son investiture le 21

novembre, Michel Kafando prend les rênes de l'Etat et nomme l'éphémère chef de l'Etat, le Lt-Colonel Zida, Premier ministre. Celui-ci forme son gouvernement de 25 membres avec des représentants des différents partis politiques, de la société civile et des forces armées nationales ;

La mise en place, en décembre, du CNT, avec 25 représentants des Organisations de la Société Civile, 25 des forces armées et 40 des partis politiques dont 30 de l'ex-opposition et 10 de l'ex-majorité ;

La mise en place, en début mars, de la Commission Nationale de la Réparation et de la Réconciliation (CNRR) composée de 36 personnalités issues de différentes composantes sociales et politiques et dirigées par un prélat, Mgr Paul Ouédraogo.

Depuis, tous les organes de la transition sont pourvus et sont effectivement fonctionnels. Sont-ils à la hauteur des fortes attentes sociales ? Là c'est un autre débat.

Ce qui est certain, c'est que la transition est une opportunité historique de procéder à des réformes en profondeur en vue de réconcilier l'Etat avec la société en la dotant des textes et des institutions fortes et dépersonnalisées.



JR Quel bilan peut-on tirer de cette transition à mi-parcours (au lendemain du vote qui interdit aux anciens du régime de se présenter aux élections ?

BO Après quelques mois de fonctionnement la transition s'annonce plus compliquée qu'elle ne le paraît et il est à craindre que la machine ne se

grippe. Cela est d'abord dû au caractère bicéphale de la tête de l'Etat : d'un côté, un Premier ministre militaire dont l'agenda n'est pas très lisible, qui faisait preuve d'un populisme parfois exagéré même s'il est régulièrement rappelé à l'ordre par ses ex-compagnons du Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP) et, de l'autre côté, un Président aux allures de sage mais très ferme dans ses prises de position. En outre, parmi les 90 membres du CNT qui fait office de parlement transitoire, il y a très peu d'hommes et de femmes connus pour leurs compétences et leurs expériences au service de l'intérêt général.

La révolution burkinabè a un goût d'inachevé ! Bien des Burkinabè avaient commencé à douter surtout de l'exécutif de transition qui, après les promesses et les annonces sans effets concrets, semblait louvoyer au lieu de prendre des mesures fortes. Ceci pour rompre avec l'impunité des crimes économiques et de sang dont sont suspectés les animateurs de l'ancien régime.

Cependant, après avoir définitivement enterré le rêve de Blaise Compaoré d'instaurer une monarchie de fait, l'insurrection populaire commence enfin à produire des effets concrets sur le terrain politique. Notamment concernant l'une des principales attentes des insurgés vis-à-vis des autorités de transition, et surtout de la justice : en témoigne le récent coup de balai dans les rangs de ceux qui ont soutenu Blaise Compaoré dans cette tentative de tripatouillage constitutionnel, par lâcheté ou par égoïsme. [...]

Ça commence enfin à bouger dans cette transition ! Près de 6 mois après l'insurrection, on commence à sentir concrètement le vent de changement intervenu dans ce pays.

L'attentisme troublant des autorités de transition par rapport à la traque des biens mal acquis, aux inévitables opérations « mains propres » et l'insouciance agitative politique des anciens dignitaires du régime déchu de Blaise Compaoré, avaient fini par jeter le doute dans l'esprit de bien des Burkinabè quant à la capacité des autorités de transition à répondre aux attentes citoyennes. **Mais, depuis le début du mois d'avril, les choses reviennent progressivement à l'endroit,** avec, par exemple, l'adoption de la loi portant révision du Code électoral par le CNT le 7 avril dernier, ou

encore les récentes interpellations d'anciens ministres et maires pour leur mauvaise gestion du bien public. Ces quelques événements ont d'ailleurs provoqué le désarroi dans les rangs des anciens dignitaires du régime, qui avaient fini par croire que les valeurs d'inclusion et de tolérance affichées par la Transition étaient synonymes d'impunité et d'absolution totale de leur responsabilité dans la survenue de l'insurrection populaire !

La loi portant révision du code électoral, notamment par ses dispositions relatives aux conditions d'éligibilité, est l'aboutissement logique du processus de transition. Ceux qui crient à l'exclusion omettent volontairement un certain nombre de faits depuis le début de la transition. La charte exclut de la participation au gouvernement et à la présidence de la Transition toutes les personnes ayant soutenu ouvertement le projet de monarchie de Blaise Compaoré. [...] Et on a du mal à comprendre pourquoi ces personnes – interpellées pour des fautes de gestion, de présumés détournements de deniers publics, etc. – crient à la chasse aux sorcières !

Bref, **la Transition** – nonobstant ses louvoiements et son attentisme sur des questions capitales de la vie publique nationale (comme la traque des biens mal acquis, la recherche de la vérité et la justice sur les événements des 30 et 31 octobre, etc.) – **semble progressivement tendre vers le rétablissement de l'ordre constitutionnel normal.** Il apparaît impératif pour les amis et les partenaires du Burkina d'éviter de tomber dans le piège de ceux qui œuvrent à empêcher la tenue des élections à bonne date, à travers des activités de sabotage en tous genres.



Ouaga, le 30 octobre 2014

JR **Quelles perspectives pour la période électorale qui va bientôt s'ouvrir ?**

BO Dans la période électorale qui s'ouvrira bientôt, il s'agira pour le gouvernement de transition de créer les conditions d'équité entre les différents partis en compétition pour l'accès aux médias publics lors du déroulement de la campagne. Il faudra que la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) se montre de la plus grande indépendance et impartialité des différentes chapelles politiques. Aux citoyens, il faudra s'inscrire massivement sur les listes électorales en vue d'une forte

participation aux différents scrutins de fin de transition.

Pour une fois, **le Burkina s'apprête à vivre une expérience électorale inédite** avec des partis qui iront à égalité de chance, du moins théoriquement, à des élections. Mais le fin mot revient aux citoyens. S'ils s'inscrivent massivement, aucun parti ne pourra empêcher que l'expression de la volonté populaire s'impose aux volontés des officines politiques de la fraude et de la corruption. Dans le cas contraire, on risque de faire du Blaise Compaoré sans lui avec des résultats électoraux truqués d'avance.

Isaïe Paré, directeur d'Ed.PA nous écrit le 4 avril 2015

D'une manière générale, on constate que la tension qui prévalait au dernier trimestre de l'année 2014 a fortement baissé. Les protestations par les marches populaires se voient de moins en moins, de même que les scènes d'incendie qu'on voyait çà et là. Les mouvements d'activistes préfèrent désormais les rencontres d'échanges et de sensibilisation aux mouvements de rue.

Les forces de l'ordre sont de plus en plus présentes dans les artères des grandes villes et cela a contribué énormément à discipliner les populations. Toutefois on remarque quelques cas de braquage sur les routes à l'intérieur du pays, la Transition n'ayant pas encore trouvé la stratégie et les moyens nécessaires pour lutter contre le grand banditisme.

Au plan économique, le gouvernement de transition s'est inscrit dans une dynamique d'austérité qui consiste à réduire le train de vie de l'Etat. Cela a permis de dégager sur le budget national la somme de vingt-cinq milliards de francs CFA qui servira à la création de nouveaux emplois au profit des jeunes et des femmes. Les dépenses d'investissement ont été également réduites afin de recentrer les efforts sur ce qui est urgent.

En matière de communication, le gouvernement fait des efforts, multipliant ainsi les points de presse dans le but d'informer les citoyens des actions qu'il mène. Il reste aussi à l'écoute de son peuple et prend en compte ses propositions dans la mesure du possible.



Michel Kafando chef du gouvernement de transition

Sur le plan de la politique, la CENI, organe par essence de l'organisation des élections, s'active. Elle a procédé au lancement d'une campagne d'inscription de noms sur les listes électorales en vue de l'actualiser. Les différents partis politiques ne sont pas en reste. Ils sillonnent les villes et villages à la rencontre de leurs militants de base afin de les préparer aux prochaines élections. On pourrait même penser qu'ils sont déjà en campagne électorale.

De façon générale, tout le monde est dans la dynamique d'une transition démocratique.

Cependant le gouvernement de transition pose quelquefois des actions qui ne cadrent pas beaucoup avec cette volonté première. J'en veux pour preuve les innombrables nominations à la tête des structures administratives et institutionnelles qui ne favorisent pas le fonctionnement de l'administration publique. On a l'impression que la Transition est en train de placer « ses hommes » comme si elle avait encore un long temps à faire. On peut alors



Ouaga à l'automne 2014

douter de leur volonté à vouloir respecter le délai fixé pour leur mandat. Par ailleurs elle avait placé la barre de ses ambitions un peu trop haut

En conclusion : Certes, il y a eu quelques acquis mais l'impression générale est que les Burkinabè sont déçus de la transition car les espoirs commencent à s'évanouir.

000 --- 000--- 000 --- 000--- 000 --- 000--- 000 --- 000--- 000 --- 000--- 000 --- 000---000

Le Fespaco, 24^{ème} Festival panafricain de cinéma à Ouagadougou

Le Fespaco s'est modernisé et s'est ouvert sur l'extérieur. Pour la première fois, le plus grand festival panafricain du cinéma et de la télévision (28 février- 7 mars 2015) a programmé des films tournés en numérique et accepté des films de la diaspora.

Cette édition du festival bisannuel a été largement dominée par le débat autour du film *Timbuktu*, long métrage franco-mauritanien d'Abderrahmane Sissako. Présenté à Cannes et mondialement connu, il a d'abord été retiré de la compétition pour raisons sécuritaires. Devant l'insistance d'A. Sissako lui même et les encouragements de Michel Kafando président de la République, la projection a été finalement décidée. C'est ainsi que le film africain le plus vu dans l'histoire du cinéma a été enfin programmé en Afrique. Il y a reçu un accueil mitigé. Certains spectateurs ont été déçus : ils ont perçu dans ce film une approche de l'Afrique propre aux « pays du Nord ». Ils n'ont pas reconnu le Mali et Tombouctou qu'ils aimaient.

si bien qu'à présent elle se trouve incapable de les réaliser. Par exemple, aucun dossier de justice n'a encore véritablement été introduit. Les différents crimes tant décriés n'ont pas encore trouvé le chemin de la justice. Le peuple demeure toujours sur sa soif par rapport à ses attentes, alors qu'il ne reste plus que six mois pour la fin de la Transition.

A cela s'ajoute le problème du Régiment de Sécurité Présidentielle qui, disposant des armes et du personnel qualifié, se croit tout permis, en témoigne l'annulation à deux reprises de la tenue du conseil des ministres. De ce fait le RSP ne rassure guère le peuple burkinabé ; bien au contraire, il inquiète.

Cela explique sans doute le palmarès qui a mis à l'honneur le Maghreb et négligé *Timbuktu*.

Palmarès du Fespaco :

- Etalon d'or de Yennenga : *Fièvres d'Icham Ayouch* (Maroc)
- Etalon d'argent : *Fadhma N'Soumer* de Belkacem Hadjadj (Algérie)
- Etalon de bronze : *L'œil du cyclone* de Sékou Traoré (Burkina)

Timbuktu n'a eu que les prix du décor et de la mise en scène.



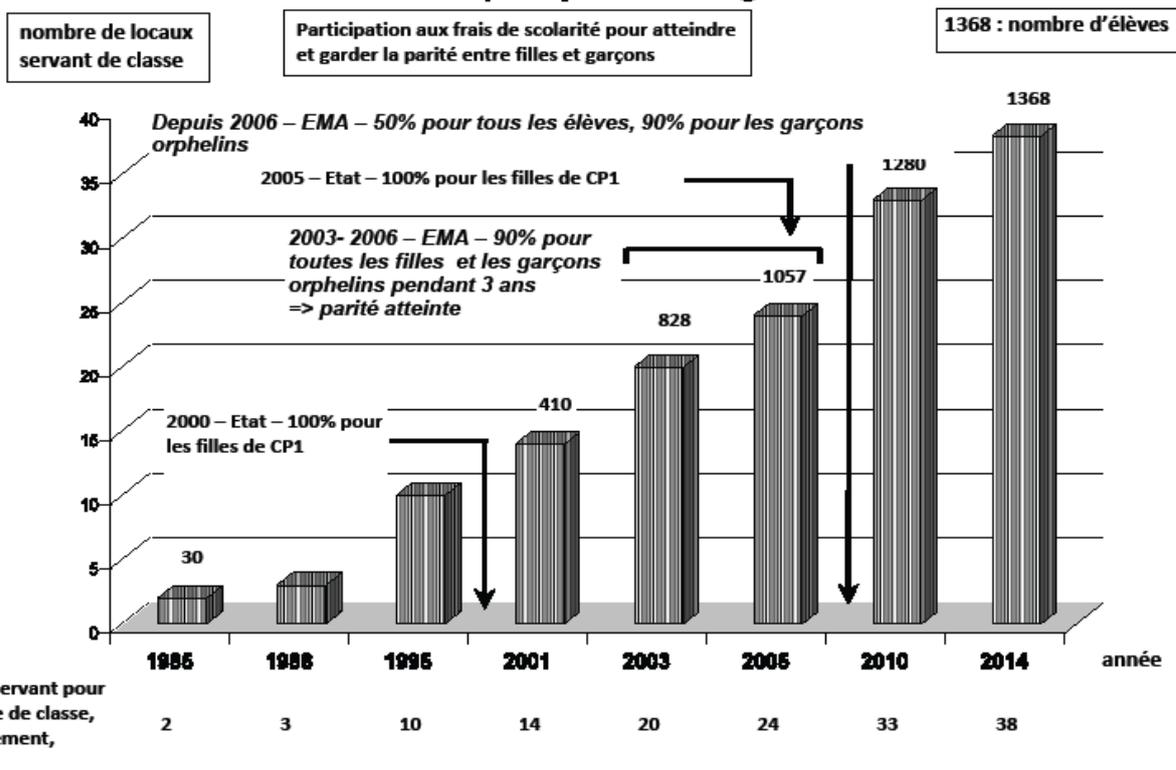
L'APPUI d'EMA à la SCOLARISATION depuis 1981

Dans le cadre de la semaine de solidarité internationale (SSI) 2014, consacrée à l'éducation, EMA a fait le bilan de l'état de la scolarisation dans les 5 villages de la commune de Koper dont elle est partenaire depuis 1981 (Babora, Béné, Gorgane, Kpai, Pirkon). Ce bilan a été effectué en s'appuyant sur les informations recueillies année après année lors des missions et dans les rapports reçus. Il présente les constructions d'infrastructures scolaires (salles de

classe, logements de maître) et les effectifs fournis par les directeurs d'écoles primaires et le proviseur du collège-lycée de Koper. Il donne l'occasion d'évaluer le bien-fondé de l'appui apporté par EMA.

En 1981, date de la création d'EMA, il n'y avait ni école publique, ni collège à Koper. La mission catholique (Maria Tang) située à Babora tenait la seule école qui dispensait l'enseignement.

Dans les écoles publiques de 5 villages



1- Dans les ECOLES PRIMAIRES PUBLIQUES des 5 villages

1.1 Les infrastructures scolaires :

A partir de 1984, EMA s'est engagé à construire progressivement des salles de classe et des logements de maîtres (finançant 90 % du coût et les villageois 10 %), car l'Etat ne nommait un instituteur que si ces infrastructures existaient. A partir de 2008, l'Etat a nommé des maîtres sans qu'il y ait de salle de classe existante, d'où les classes sous paillotte ou dans des logements privés inoccupés.

Il est évident sur le graphique que le nombre de **locaux servant à la classe** (salle de classe, paillotte ou logement privé) n'a cessé d'augmenter de 1981 à 2014. Ceci allant de pair évidemment avec le **nombre d'instituteurs** nommés et rétribués par l'Etat.

Aujourd'hui il existe sur les 5 villages 38 locaux servant à la classe, dont 32 salles de classe proprement dites. EMA en a construit ou rénové 23.

Aujourd'hui il existe sur les 5 villages 24 logements de maîtres, dont 19 construits par EMA, et 6 blocs de 3 ou 6 latrines, dont 4 construits par EMA.

1.2 Appui à la scolarisation par la participation aux frais de scolarité

Grâce à l'augmentation des salles de classe, du nombre d'instituteurs, de l'aide apportée par EMA, le nombre d'enfants scolarisés est passé de 30 en 1981 à 1 368 en 2014 pour les 5 villages.

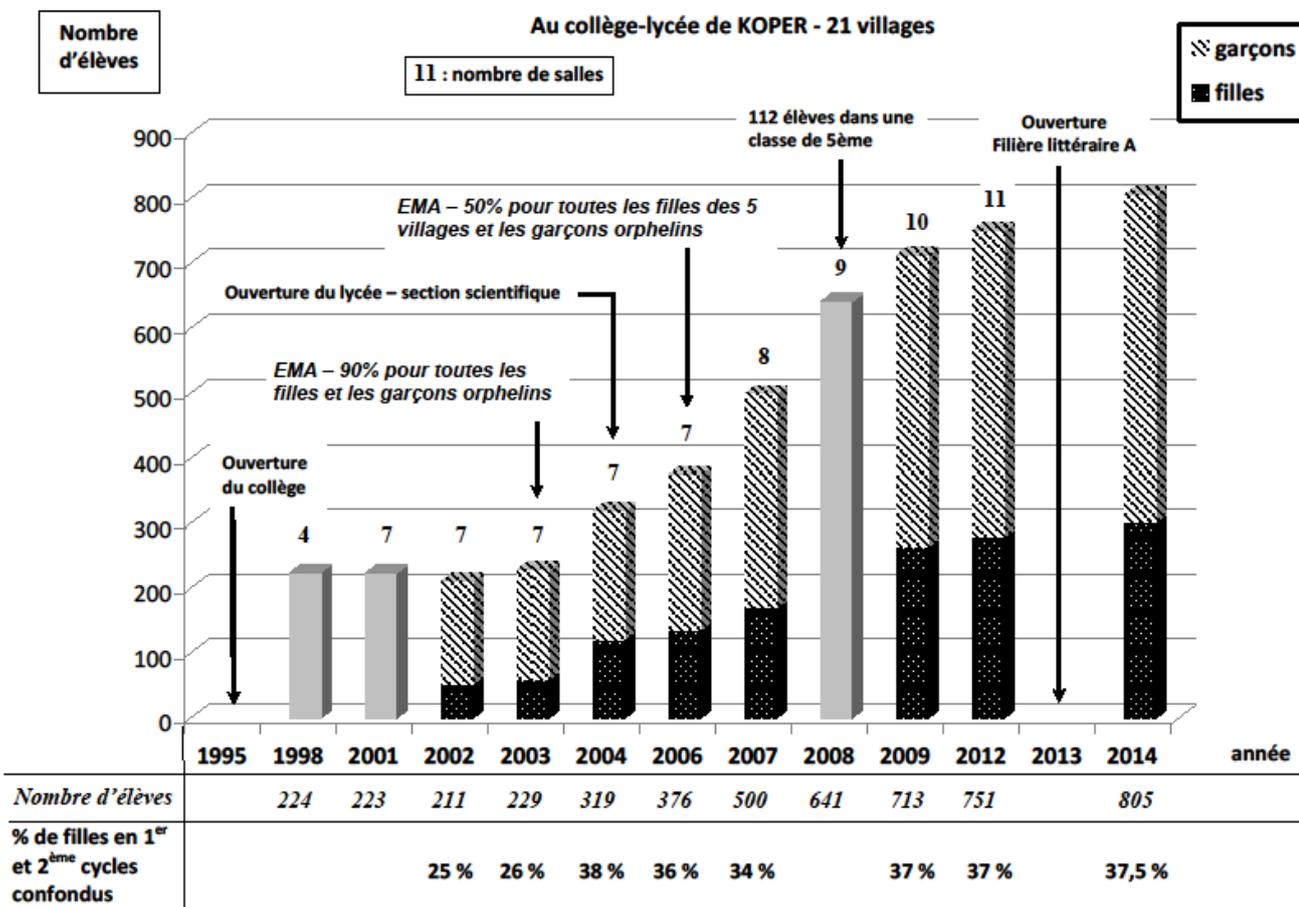
Malheureusement nous ignorons le nombre d'enfants scolarisables car nous ne disposons pas de chiffres officiels à Koper malgré le recensement fait en 2006. Les autorités locales ne les connaissent pas ou ne veulent pas les communiquer. Le taux de scolarisation serait officiellement de 52 %.

Sauf à Kpaï, village pris en charge par une autre association, l'aide d'EMA consiste à subventionner les familles à hauteur de 50 % (versée par exemple en 2014, à 1 064 élèves sur 1 368) pour les besoins en fournitures, livres et l'entretien des locaux scolaires. Ces frais de scolarité sont gérés par les associations de parents d'élèves et ils représentent environ 2 euros par élève et par an.

Pour atteindre la parité entre filles et garçons, à partir de 2003, EMA a financé à hauteur de 90 % les frais de scolarité des filles et aussi des garçons nécessiteux. Dès 2006, la parité est atteinte. Comme convenu avec la population, EMA a de nouveau financé la scolarité de tous les enfants, garçons et filles à hauteur de 50 %. (Les chiffres officiels de 2011 indiquent un taux de scolarisation de 49 % de filles en zone rurale).

Bilan : En 2014, la parité se maintient de sorte que le financement d'EMA reste le même. On ajoutera à ce bilan, que les garçons orphelins de père et mère, dits nécessiteux (60 en 2014 par exemple) sont aidés à hauteur de 90 % pour les frais de scolarité.

2- **Au COLLEGE-LYCEE de KOPER, qui accueille les élèves des 21 villages de Koper et des environs.**



2.1 Les Infrastructures

Le collège a été ouvert « administrativement » en 1988 dans les locaux de l'école de la mission catholique implantée à Babora. A partir de 1993 des salles de classe ont été construites pour le collège public. C'est l'Etat qui majoritairement a pris en charge la construction progressive des classes et leur nombre n'a cessé de croître, de 4 en 1995, à 14 classes en 2014.

Mais EMA a pris sa part : EMA a financé la construction de 3 salles de classe sur 14, du logement du gardien, du logement du proviseur (qui sert actuellement de locaux administratifs) et d'un « magasin ».

Le collège est devenu collège-lycée en 2004 avec l'ouverture d'une section scientifique puis d'une section littéraire en 2013. Voir graphique.

2.2 Appui à la scolarisation

L'effectif des élèves, recrutés sur 21 villages de la commune de Koper a évidemment augmenté.

Les effectifs d'élèves issus des 5 villages ne nous sont pas connus de 1995 à 2003, car jusqu'en 2003 EMA n'aidait pas les familles.

A partir de 2003, EMA démarre l'aide aux familles avec l'objectif de la parité entre filles et garçons. Les frais de scolarité au collège-lycée sont très variables d'un niveau à un autre, entre 20 et 30€, donc très élevés.

Pour cela, alors que jusqu'en 2003, seulement 25 % des élèves du collège étaient des filles, EMA a décidé de subventionner à 90 % toutes les filles des 4 villages. (Comme en primaire, les familles de Kpai sont aidées par une autre association).

Le pourcentage de filles du collège-lycée est alors passé à 50 % pour la partie collège et à 38 % pour l'ensemble du collège-lycée. Après 3 années, depuis 2006, EMA subventionne à 50 % toutes les filles des 4 villages et le ratio est resté stable en moyenne.

En ce qui concerne les filles des 4 villages, leur nombre au collège-lycée de Koper est passé de 24 en 2003 à 107 en 2014. Nous ne connaissons pas les proportions des filles par rapport aux garçons des 4 villages, mais ce nombre croissant concourt probablement à augmenter la proportion de filles sur la totalité de l'établissement.

On ajoutera à ce bilan que les garçons orphelins de père et mère des 4 villages sont depuis 2003 aidés à hauteur de 90 % (27 en 2014).

Quelques réflexions sur ce bilan

Une grande part de cette Lettre est donc consacrée au **bilan de l'appui d'EMA à la scolarisation à Koper.**

Nous y révélons l'importance du **bâti** qu'EMA a assuré (constructions, rénovations de salles de classe, logements de maîtres, latrines) soit 74 % du total existant. D'aucuns diront : « c'est le rôle de l'Etat de construire des écoles... ». Certes, mais si l'Etat ne nomme un instituteur que quand son logement ou sa classe est construit ...

Chaque année EMA participe **aux frais de scolarité** dont les familles doivent s'acquitter, car les fournitures scolaires sont insuffisantes, voire inexistantes ; car l'entretien des locaux leur incombe quand la municipalité n'a pas de moyens financiers.

Chaque année, aussi, EMA aide spécifiquement **les filles** quand il faut relancer la course à la parité.

Nous pallions les carences de l'Etat... Oui, car c'est le rôle de l'Etat :

- de construire les locaux pour la scolarisation de tous ses enfants,
- de former et rétribuer des enseignants en quantité et qualité suffisantes,
- d'assurer un enseignement technique et professionnel diversifié pour former à des métiers qui permettent de vivre dignement en milieu rural.

Les récentes mesures de 2014, qui donnent l'accès au collège à tous les élèves de CM2, sont-elles en faveur d'un enseignement de qualité ? Certes des classes sont construites, des enseignants sont recrutés et formés, mais bien trop peu par rapport aux besoins.

C'est aussi à la population de s'impliquer, de participer à cet effort d'éducation des jeunes.

Mais « la pauvreté » des familles est un frein à leur implication :

- les filles sont sollicitées pour les travaux domestiques,
- les garçons sont sollicités pour les travaux agricoles,
- beaucoup ne terminent pas leur cycle de formation, les garçons sont attirés par l'orpaillage, les filles subissent des grossesses et des mariages précoces.

En 2008, l'espérance de vie scolaire en moyenne au BF était de 5,5 années, dans la région du Sud-Ouest de 4,3 années, alors quelle était de 11,9 années dans la région-Capitale, d'après une note du ministère de l'éducation en 2011. Qu'auront retenu des enfants qui parlent dagara à la maison après 5 ans d'apprentissage en français ?

« Pauvreté » signifie aussi difficulté ou incapacité de prévoir, d'anticiper une dépense, donc d'épargner en vue d'un objectif à court ou moyen terme. Ce qui explique les réticences des villageois quand EMA et EKOMA demandent une participation de 10 % aux frais de construction d'une classe par exemple (en argent ou en équivalent matériaux et main d'œuvre), réticences à participer aux réalisations, même si elles sont indispensables et souhaitées.

Le plus vilain des animaux

Un jour, il y a longtemps, les animaux sauvages se réunirent dans la brousse, dans une grande plaine, pour reconnaître le plus vilain d'entre eux, pour le renvoyer, afin qu'il ne marchât plus avec les autres. Tous les animaux furent donc regardés de près. La hyène sembla la plus vilaine et ils la mirent à la porte. Furieuse, elle leur dit : « Vous me rejetez alors qu'il y a un animal bien plus laid que moi ! »

L'éléphant lui demanda : « Qui ? »

Le phacochère » répondit la hyène.

Ils appelèrent le phacochère qui vint avec son énorme tête plate, ses horribles bajoues et ses dents lui sortant des mâchoires.

« C'est vrai qu'il est encore plus laid que la hyène » remarquèrent les autres animaux et ils



La hyène est très présente dans les contes de la Haute Volta (ancien nom du Burkina Faso). Elle y joue un rôle négatif. Elle est toujours au rendez-vous des coups bas, réputée pour ses ruses et sa lâcheté. Son odeur est puante. Elle est détestée par tous les humains. C'est l'équivalent du grand méchant loup dans notre littérature. Invisible le jour, elle est la terreur des enfants la nuit, à cause de son rire sardonique. Toujours présentée comme une menace, on se méfie d'elle.

La hyène est un mammifère carnivore. Elle ressemble à un gros chien dont les pattes arrière sont plus courtes que les pattes avant. C'est un charognard, c'est à dire qu'elle se nourrit de cadavres. C'est le seul mammifère terrestre capable de broyer des os d'éléphants ou de girafes. Son odeur est fétide. Elle vit dans la savane africaine.



Le phacochère est un « porc sauvage » caractérisé par ses deux défenses - ce sont ses canines - tournées vers le haut, qui lui servent à déterrer les racines dont il se nourrit et à se défendre contre ses prédateurs, lion ou léopard. Il habite lui aussi les savanes africaines.

Sont-ils vraiment si laids, qu'ils ne puissent se regarder en face ?

EMA ici

La COURSE contre la FAIM, projet citoyen, solidaire et sportif

ACTION CONTRE LA FAIM (ACF) lutte depuis 35 ans contre la faim dans le monde. Afin de sensibiliser les jeunes au problème de la sous-nutrition, ACF a organisé pour la 18ème année consécutive une Course contre la Faim qui s'est déroulée dans la France entière.



Les élèves de sixième et de cinquième du collège Blaise Pascal et deux classes de CM2 des écoles Descartes et Appert y ont participé le 18 avril.

La sensibilisation a eu lieu en mars et avril au Collège Blaise Pascal. Chaque élève avait pour mission de rechercher des parrains qui lui promettaient un don par tour de piste parcouru le jour de la course. En 2015 les dons collectés sont destinés aux projets d'ACF au Burkina Faso.

C'est pourquoi EMA a tenu à s'associer à cette manifestation.

Pendant plusieurs semaines des panneaux réalisés par EMA montrant divers aspects de la vie à Koper ont été installés au CDI du collège, ainsi que des produits liés à l'alimentation dans les villages. Ceci afin que les élèves aient une meilleure connaissance du Burkina, et en particulier de la vie en milieu rural.



Une visite guidée d'une heure pour chaque classe a été organisée et pour aider les élèves à regarder attentivement les documents exposés, Gaëll Adjemian, documentaliste, avait élaboré un questionnaire. Des membres d'EMA étaient présents et ont répondu aux questions des élèves qui sont repartis, nous l'espérons, avec une meilleure connaissance du pays pour lequel ils ont décidé de se mobiliser.

Bilan national de l'édition 2014 : 266 000 jeunes solidaires et 3 300 000 € collectés.

Conseil d'administration

Jacqueline Rivot	Présidente
Catherine Bourdoncle	Secrétaire
Jean-Jacques Bimbenet	Secrétaire
Marie-Claude Ferraut	Trésorière
Marie-Françoise Cauchetier	
Pablo Granda	
Simonne Guyon	
Cécile Lecointre	
Alain Pauly	
Elisabeth Phlippoteau	
Lucette Vélard	

Prochains rendez-vous

Fête des associations : samedi 12 septembre

The Meal : samedi 19 septembre

SSI : Fête le samedi 21 novembre à l'Espace Liberté

Les prochaines réunions du CA se tiendront à la MFE (salle Lavoisier ou Galilée) les mercredis suivants à 20h : 9/09, 14/10, 18/11, 9/12, 13/01, 10/02, 9/03, 13/04, 11/05 et 15/06